SYNEP

Le + syndical

SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Maison de la CFE-CGC 63 RUE DU Rocher 75008 PARIS
tél. : 01 55 30 13 19 – Courriel : synep@cfecgc.fr
site : http://www.synep.org

2011 Commentaires et arguments:

Comment passe-t-on, malheureusement, d'un manque d'emplois pérennes à une École médiocre ?

22-11-2011 - D'accord. Signé G.

21-11-2011 - D'accord. Signé s. Comme le dit c, le 1/11, il y a aussi des perturbateurs parmi les enfants dont les parents n'ont pas de problèmes d'emploi. Ce n'est pas une raison pour nier le fait que le chômage accentue les problèmes.

18-11-2011 - Avis réservé. Signé T. Pas sur le constat mais sur le fait qu'il existe des solutions simples. C'est un problème de société.

16-11-2011 - D'accord. Signé m.

15-11-2011 - D'accord. Signé j.

15-11-2011 - D'accord. Signé Q.

6-11-2011 - D'accord. Signé m.

5-11-2011 - Avis réservé. Signé T. Vous avez sans doute raison mais… et alors ? Que proposez-vous ? De tout laisser tomber en attendant le plein emploi ?

3-11-2011 - D'accord. Signé Z.

3-11-2011 - D'accord. Signé M.

2-11-2011 - D'accord. Signé m.

1-11-2011 - Avis réservé. Signé K. En effet. Je constate que parmi les élèves turbulents il y a souvent des enfants de personnes aisées qui n'ont pas de problèmes d'emploi.

31-10-2011 - D'accord. Signé b. Je ne vois pas comment on pourrait ne pas être d'accord avec cette analyse.

30-10-2011 - D'accord. Signé V.

27-10-2011 - Pas d'accord. Signé c. Qu'il y ait du travail ou pas, l'enseignement pourrait être de bonne qualité.

26-10-2011 - D'accord. Signé H.

26-10-2011 - D'accord. Signé A.

24-10-2011 - D'accord. Signé v. Bonjour, Je trouve votre analyse très proche de la réalité. Par contre pour moi il y a aussi le problème de la rémunération des salariés. Si on compare l'argent que touche une

personne d’une petite entreprise qui a peu d’avantages sociaux (13ème mois, participation aux bénéfices) dans certains cas elle ne gagne pas plus, voire moins avec les frais de déplacement pour se rendre à son travail, que certains « assistés » qui profitent pleinement des avantages offerts par l’état. Aujourd’hui la reconnaissance par le travail n’existe plus car il n’y a pas assez de différences entre les actifs « par le travail » et les assistés.

23-10-2011 - D'accord. Signé P. Il peut y avoir du vrai dans cette analyse ....

22-10-2011 - D'accord. Signé P. Je suis d'accord avec vous, j'ajouterai que l'enseignement donné aujourd'hui est de plus en plus sacrifié et la retombée s'en fait sentir suite à une incompréhension de certaines personnes du gouvernement qui préfèrent sacrifier l'éducation par le biais d'avoir moins d’enseignants et plus d'élèves ,ce qui est ingérable, et de ne pas pouvoir donner un savoir de qualité.

22-10-2011 - D'accord. Signé T. J'attends de voir vos propositions pour m'engager plus avant

20-10-2011 - Avis réservé. Signé P. Dénonciation de la situation, mais proposition de replâtrage? Bien sûr, le chômage existe, mais cela fait longtemps qu'il dure. Déjà, avec Giscard, ma génération l'a subi, on l'a apparemment oublié. Le chômage vient aussi d'un choix politique. Giscard avait choisi les vieux (préretraite dorée) contre les jeunes, outre l'appauvrissement de l'Etat (emprunts à taux vertigineux, cf l'indexation). Et maintenant les vieux au boulot, les jeunes au chômage, pauvreté pour les deux âges, caisses vidées, dettes faramineuses! L'école sera-t-elle enfin libre de cette préoccupation de l'emploi, pour se consacrer à sa tâche: instruire? Tout savoir bien construit, c'est-à-dire comme il faut, sera utile, même si aujourd'hui il paraît gratuit, grave défaut (?). D'ailleurs l'évaluation a pris la première place devant l'instruction. Bêtise! De plus, il ne faut pas s'aligner sur l'emploi, car on ne sait pas où sera l'emploi, d'autant plus qu'on supprime des emplois là où il n'y a pas déficit, mais bénéfices, et d'où vient le bénéfice, sinon du travail? On oublie le mot de métier, il n'y a plus que l'emploi. Donc on ne doit pas s'aligner sur le non-sens du système, non-sens qu'on ne cesse de renforcer, sous prétexte de "réalité économique", sans doute seule réalité et réalité indépendante des volontés politiques! C'est aussi un non-sens de croire cela.

20-10-2011 - D'accord. Signé H. Mais... que proposez-vous précisément ?

19-10-2011 - Avis réservé. Signé G. Je voulais signifier mon désaccord sur le sujet. Je pense pourtant que c’est plus un problème de formulation que d’opposition des idées de fond. Le problème est double : Premièrement il faut parler de massification des études et non diminution de la durée des études pour réaliser des activités "souterraines" (ça existe =, ça se développe, mais ce n'est pas la majorité des cas). La deuxième partie du problème est la réduction des budgets (= démotivation de certains professeurs,= besoins de réaliser des heures dans le hors contrat pour accéder à un logement descend = et surcharge des classes). Face à une montée du chômage et au fait que le diplôme, surtout le bac+2 n'est plus un remède contre le chômage une partie de la population remet en cause le rôle de l'école et des enseignants. Cette crise de légitimité du corps enseignant se traduit parfois par un mal être qui peut pousser à des actes de désespoir. L’actualité est douloureuse sur le sujet. Nous sommes donc dans une spirale de la faillite du système scolaire. Le moyen de sortir sera alors de proposer des enseignements qui permettront de retourner au plein emploi ou de revaloriser le métier d'enseignant. La conjonction des deux apporterait une solution au problème actuel et aux problèmes futurs. Aujourd'hui, nous conseillons aux pays en développement de développer l'éducation et la santé. Pourquoi adoptons-nous des stratégies différentes? Avons-nous réellement des leçons à donner aux pays africains? Le Sénégal connaît un taux de croissance du PIB de 7% et développe ses écoles et ses universités. La Chine a lancé un grand plan de construction d'universités prestigieuses (elle conserve un taux de croissance du PIB de 9 à 10% depuis 10 ans). Au contraire, nous faisons le choix dans les veilles économies en faillites de supprimer le savoir. En Angleterre on envisage de fermer les bibliothèques. En effet, ce sera une grande économie à court terme. En France on ferme des classes c'est aussi une grande économie à court terme. Mais ne devons-nous pas penser à l'avenir de nos enfants et à la croissance de demain?

19-10-2011 - D'accord. Signé D. Il y en a assez de prendre les profs pour des nounous, des psy et autres...

18-10-2011 - D'accord. Signé P. Il est vraiment temps que le gouvernement ouvre les yeux.... L'Éducation Nationale est le fondement de la nation....malheureusement tout le monde s'en moque....Il est vrai que nous sommes des nantis...4 mois de vacances...18h de cours par semaine. Cela c'est la face visible de

l'iceberg....Mais! Au-dessous de l'iceberg, l'on nous demande de faire de l'éducation parentale qui fait souvent défaut. Est-ce notre rôle....? Non. Nous devons désormais être compréhensifs et attentifs aux problèmes (Psychologiques, sociaux, comportementaux et familiaux de nos chères têtes blondes...?) Je dis oui et non. Nous sommes formés pour diffuser un savoir, une culture, faire grandir nos élèves dans le respect des différences, des règles de la vie en communauté. Là je me sens impuissant et tout à la fois impliqué. Ce métier, je l'aime. Et c'est un réel bonheur de l'exercer...Prof depuis 34 ans. Alors SVP arrêté de dire que nous sommes tous des fainéants....Vos enfants passeront...en nos mains...C'est à dire l'éducation Nationale.

17-10-2011 - D'accord. Signé j.

17-10-2011 - D'accord. Signé G. J'ajoute qu'en collège on nous demande de valider des compétences pour les socles commun, comme nous le faisions déjà pour le B2i. Cela est un travail administratif fort couteux en temps lorsque l'on veut le faire sérieusement. J'en suis à douter de l'intérêt de ce genre de dispositif, on ne fait plus confiance ou on noie le poisson avec des validations + ou - bidons en oubliant l'essentiel : les enfants ne rentrent pas tous dans des cases, or on en fait des numéros et on les mets tous dans de cases !

17-10-2011 - D'accord. Signé m. La destruction passe aussi par les idées des chefs d'établissement de l'enseignement catholique " travailler plus pour gagner moins" ou l'annualisation des heures des enseignements dans l'enseignement catholique, une façon d'éviter le recours à du personnel OGEC après les cours, les surveillances, le soutien scolaire sans utiliser les HSE voir une utilisation autre au bon vouloir du chef d'établissement mais qui est notre employeur ? Les collègues du public peuvent s'inquiéter! Demain l'annualisation peut les concerner et l'enseignement catholique peut servir d'essai. Une situation qui passe par une dégradation de la qualité de l'enseignement! mais aussi par une dégradation du métier de l'enseignant et certains s'étonnent que les candidats sont de moins en moins nombreux à vouloir exercer notre beau métier mais au fait avons nous tous la même définition du métier d'enseignant ?

17-10-2011 - D'accord. Signé L.

17-10-2011 - D'accord. Signé p. pauvre et triste France !

17-10-2011 - D'accord. Signé G. Mais qui oserait dire que cette analyse n'est pas l'exact reflet de la réalité, elle dépeint notre quotidien. Au-delà du consensus... que pourra-t-il advenir ? J'ai bien peur que plus personne ne puisse (ou ne veuille ?) entendre cet argumentaire. Je suis d'accord... mais je ne fais plus d'illusion sur le devenir de notre profession.

17-10-2011 - Avis réservé. Signé m. La grande solitude des professeurs ! Nombres de professeurs, préféré se reconvertir afin de fuir leurs responsabilité et, de ne pas combattre ces mesures d'organisation par la désorganisation ! Il est nécessaire de rester mobilisé, et de retrouver des valeurs républicaines